Insee Flash
Réunion

N° 5
Août 2014

L'emploi salarié marchand au 1er trimestre 2014

L'emploi soutenu par les services et la construction

Au 1er trimestre 2014, l'emploi salarié marchand continue de progresser par rapport au trimestre précédent. Il est porté par une reprise de la création d'emploi dans la construction et le dynamisme des activités de services.

Daniel Ah-Son

Au 1er trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs marchands a augmenté de 0,9 % par rapport au trimestre précédent *(figure 1)*. Cette croissance de l'emploi est portée ce trimestre par les secteurs des services et de la construction. Sur un an, l'emploi progresse de 4 %.

Comme chaque fois en début d'année, les effectifs augmentent dans la **construction** (+ 5,8 %) du fait de la sortie de la période des congés payés du secteur *(figure 2)*. Au 1er trimestre 2014, cette hausse compense largement la baisse enregistrée au 4e trimestre 2013 (- 2,8 %). Le rebond au 1er trimestre, plus marqué qu'en 2013, peut résulter d'une conjoncture plus favorable dans le BTP, avec notamment une progression de 12 % des autorisations de construire de logements neufs. Le démarrage des travaux de la nouvelle route du littoral laisse de plus augurer des perspectives encourageantes dans ce secteur.

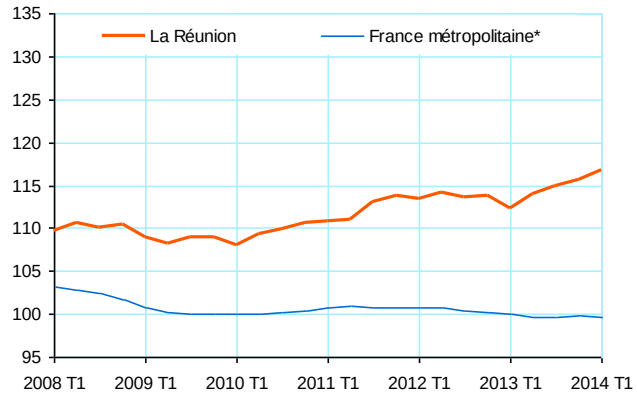
Dans les **services marchands**, l'emploi continue de croître au 1er trimestre (+ 1,4 %). Le secteur de l'enseignement, santé humaine et action sociale augmente particulièrement (+ 2,9 %) grâce aux activités liées aux services à la personne, notamment les aides à domicile *(figures 3 et 4)*.

L'emploi progresse également dans le secteur des activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien (+ 2,8 %). L'intérim a fortement contribué à soutenir cette croissance.

Les autres activités de services soutiennent également l'emploi salarié régional (+ 2,2 %), favorisé par le recours aux emplois aidés dans les associations. Dans le secteur des activités financières, l'emploi progresse de 2,0 %, compensant ainsi les pertes du trimestre précédent (- 0,9 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

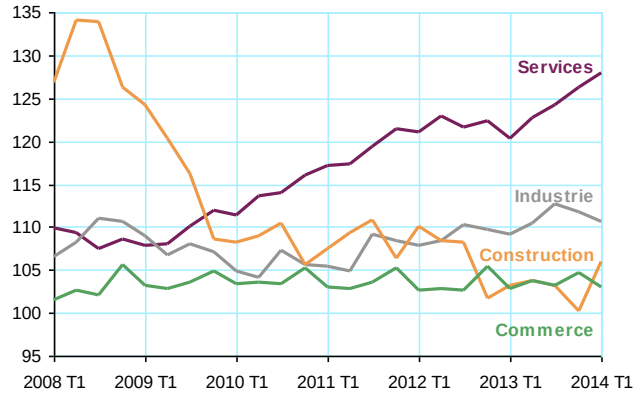
Indice 100 au 4e trimestre 2005



*Source : Insee, estimations d'emploi. * Données CVS.*

2 Évolution de l'emploi salarié par secteurs d'activité

Indice 100 au 4e trimestre 2005



Source : Insee, estimations d'emploi.

Insee

Bien que plus modérée, la croissance de l'emploi salarié se poursuit dans le secteur des transports et de l'entreposage (+ 0,9 %) et celui de l'information et communication (+ 0,7 %). Elle est stable dans les activités immobilières (+ 0,1 %).

Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, l'emploi stagne également (- 0,1 %) après trois trimestres consécutifs de croissance. Il recule dans le secteur de l'hôtellerie et l'hébergement, pénalisé par une conjoncture touristique peu favorable.

L'emploi salarié recule dans le **commerce** (- 1,5 %). Ce repli annule les gains d'emplois enregistrés en fin d'année durant la période des fêtes. Ces mauvaises performances sont imputables au commerce de détail, en particulier, à la grande distribution.

Dans **l'industrie**, l'emploi est à nouveau en retrait (- 0,9 %). Le nombre de salariés a notamment encore reculé de 2,4 % dans les industries agro-alimentaires après - 1,7 % au 4e trimestre 2013. Ce secteur est habituellement en baisse en fin d'année puis en début d'année suite à l'arrêt des campagnes sucrières. Les activités industrielles les mieux orientées concernent la collecte et le traitement des déchets.

Sur un an, l'emploi continue de progresser, stimulé par les services marchands (+ 6,4 %). Les secteurs les plus dynamiques sont l'enseignement et la santé (+ 10,1 %), les activités administratives et de soutien (+ 8,2 %) et les autres activités de services (+ 7,9 %). La création d'emploi est également positive dans le secteur de la construction (+ 2,8 %). Elle reste bien orientée dans l'industrie (+ 1,4 %) mais plus timorée dans le commerce (+ 0,2 %). ■

3 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand

en %

	T1 2013	T2 2013	T3 2013	T4 2013	T1 2014	Glissement annuel	Poids dans l'emploi au T1 2014
Ensemble	**- 1,4**	**1,5**	**0,8**	**0,8**	**0,9**	**4,0**	**100,0**
Industrie	- 0,5	1,2	2,2	- 0,9	- 0,9	1,4	11,7
Construction	1,5	0,6	- 0,5	- 2,8	5,8	2,8	11,3
Commerce	- 2,5	0,9	- 0,4	1,4	- 1,5	0,2	21,6
Serv. marchands	- 1,7	2,0	1,3	1,6	1,4	6,4	55,4

Source : Insee, estimations d'emploi.

4 L'emploi salarié marchand par secteurs détaillés d'activité

en %

	T1 2014	Glissement annuel
Ensemble	**0,9**	**4,0**
Industrie dont :	- 0,9	1,4
Agroalimentaire	- 2,4	3,0
Construction	5,8	2,8
Commerce	- 1,5	0,2
Services marchands dont :	1,4	6,4
Transports et entreposage	0,9	4,1
Hébergement et restauration	- 0,1	5,7
Information et communication	0,7	- 2,0
Activités financières et d'assurance	2,0	4,6
Activités immobilières	0,1	3,1
Act. scientifiques et techniques, serv. administratifs et de soutien[1]	2,8	8,2
dont activités de services administratifs et de soutien[2]	*2,3*	*8,9*
Enseignement, santé humaine et action sociale	2,9	10,1
Autres activités de services[3]	2,2	7,9

Source : Insee, estimations d'emploi.

1. Les activités scientifiques et techniques regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.
2. Les activités de services, administratifs et de soutien regroupent les activités liées à l'emploi (intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.
3. Les autres activités de services sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Méthodologie

Mesurer les évolutions trimestrielles de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC). Ces bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de recouvrement de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf), puis transmis trimestriellement à l'Insee. Ils concernent les salariés soumis au régime général de sécurité sociale, à l'exception :

- des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ;
- des emplois domestiques ;
- des fonctionnaires de l'État.

Sur les données issues des BRC, une chaîne de traitement dite Epure (extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi) est utilisée à La Réunion depuis 2000. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées. Sont exclus du champ Epure :

- les établissements non marchands ;
- l'agriculture ;
- les caisses de congés payés ;
- les établissements de vente à domicile ;
- les administrateurs d'immeubles ;
- l'Afpa.

Finalement, le champ étudié « les établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services » représentait 58 % des 212 000 emplois salariés de La Réunion à la fin 2009 (hors emplois domestiques).
Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle nomenclature agrégée (NA 2008), regroupement de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF) destiné à l'analyse économique.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédaction en chef :
Claire Grangé et Pierre Thibault

ISSN : 2275-4334

© Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Les séries longues sur www.insee.fr/reunion ;
- Ah-Son D. ,« La croissance de l'emploi salarié marchand ralentit », *Insee Dossier Réunion* n° 1, pp. 16-17, juillet 2014 ;
- Ah-Son D. ,« Emploi salarié et non-salarié », *Tableau économique de La Réunion* (Édition 2014), pp. 54-55, avril 2014.

Insee
Mesurer pour comprendre